

APC DE BOUMERDÈS

La police économique enquête

Passation illégale de marché, fausses déclarations et dilapidation des biens publics ; les policiers de la brigade économique de Boumerdès enquêtent.

Le wali a, de son côté, ordonné une inspection poussée. Ce sont des élus de l'APC de l'ex-Rocher noir, notamment ceux affiliés au Parti des Travailleurs (PT) qui risquent de trinquer. Le dossier entre les mains de la police date de quelques mois. Il est question en effet de passation illégale de marché. Pour corser l'affaire, on murmure dans les couloirs de l'APC que la signature apposée sur cette commande, par un élu (vice-président), n'est pas conforme à la loi. Ce dernier n'a ni l'autorisation de l'assemblée ni la qualification légale requise par le code communal.

En outre, un délégué de l'opposition estime que les liens de parenté entre l'entrepreneur qui a réalisé ces travaux et le signataire du bon de commande devraient intéresser les enquêteurs. Nous détenons la copie du procès-verbal d'une réunion qui n'existe, selon les témoignages recueillis, que dans la tête des concepteurs de cette rencontre administrative.

Cette réunion est supposée regrouper 5 membres de l'exécutif. Elle était consacrée, selon ce PV, à l'étude de l'offre et la prise de décision pour le lancement des travaux d'aménagement des

alentours du bureau du président. Les motivations sécuritaires ont été avancées pour justifier ces travaux. Il était question d'une offre unique. Elle est estimée à 4 168 468,51 DA. Comme nous l'avons vu plus haut, cette réunion n'a pas eu lieu. C'est du moins ce que soutiennent mordicus deux antagonistes cités dans ce PV.

Les signataires au nombre de 3 de ce document de réunion sont du même parti politique : le PT de Louisa Hanoune. A noter par ailleurs que les enquêteurs doivent résoudre une énigme en relation avec la périodicité de ce PV. Il a été en effet daté du 9 septembre 2008 mais inscrit dans les registres de la commune seulement en décembre 2008. Etrange, non ?

L'énigmatique établissement du service fait par le technicien alors que celui-ci était, semble-t-il, en congé ne manquera pas d'attirer probablement l'intérêt des policiers. Selon nos dernières informations, les collaborateurs du commissaire Toufik ont entendu deux élus du PT.

Pour mémoire, nous avons interrogé, à la naissance de cette affaire, le P/APC Sarni Mohand. Visiblement embarrassé par nos questions, il s'était empressé de

nous dire que le paiement était suspendu. Il concédait en effet à demi-mot que la situation de ce marché était opaque. Or, quelques heures plus tard, le premier magistrat de la commune a été démenti par une source sûre. Notre source nous avait certifié qu'un paiement partiel a été effectivement fait. De son côté, le wali de Boumerdès a instruit, selon une source bien informée, l'inspection de la wilaya pour dépêcher une équipe qui sera chargée d'éplucher plusieurs dossiers gérés par cette municipalité. La réaction du premier magistrat de la wilaya fait probablement suite à la démarche de certains élus qui ont, en vain, tenté de destituer le P/APC. Ils ont exigé, à l'époque (le Soir du 17/2/2009) l'ouverture d'une enquête, éventuellement judiciaire, sur la gestion de cette commune. La rue de l'ex-Rocher noir spéculait d'ores et déjà sur les affaires qui seront examinées à la loupe par les fonctionnaires de l'inspection.

Pour rappel, l'opinion publique de la localité a été tenue en haleine durant plusieurs semaines par le scandale portant trafic des chalets.

D'ailleurs, une plainte a été déposée par le P/APC Sarni Mohand contre l'un de ses adjoints et néanmoins colistier. Il est question par ailleurs de distribution illégale

d'autorisations de construction de chopes commerciales, notamment au niveau de la RN24 à hauteur du village balnéaire du Figuier.

De véritables bidonvilles sont érigés avec la bénédiction des structures de l'Etat. Les inspecteurs auront à jeter un œil sur la passation des marchés. On murmure en ville que certains entrepreneurs ont trop de facilités pour décrocher les marchés de réalisations.

Il y a également le pesant dossier des constructions illicites qui ne sont pas démolies comme ce milliardaire qui a construit une villa illégalement au beau milieu d'un ensemble d'institutions sécuritaires et civiles sans que personne ose lever le petit doigt. Ce qui fait a réagir des citoyens. «On s'attaque au petit comme par exemple le propriétaire du café La Pergola qu'on a réduit injustement au chômage mais on n'ose pas déranger ceux qui ont de l'argent», dira un observateur qui suit l'actualité de la localité.

Pour rappel, le P/APC s'est empressé de démolir, sur injonction de la wilaya, ce café pour des improbables raisons sécuritaires.

Le propriétaire avait reçu les garanties d'être indemnisé. En bref, cette inspection, pour reprendre le commentaire d'un élu de l'APC, aura du pain sur la planche.

Abachi L.

DON D'ORGANES HUMAINS

Appel à la création d'une association

Une action louable de solidarité sera concrétisée ce jeudi. De simples citoyens et des médecins, des spécialistes pour certains, de la wilaya de Boumerdès s'associent dans un projet charitable. Ils lancent en effet l'appel pour la création d'une association de donneurs d'organes humains.

L'assemblée générale constitutive de l'ADOTH35 (Association de donneurs d'organes et tissus humains) se tiendra ce jeudi à la maison de jeunes Sennani de Boumerdès. La célébration de la journée des donneurs de sang sera une occasion de faire appel aux bonnes volontés pour s'impliquer dans cette action. En fait, c'est le projet datant de l'année 2000 qui sera concrétisé. «A l'époque, nous avons récolté une cinquantaine d'adhésions.

Mais nous avons constaté que notre pays n'avait pas les structures nécessaires pour recueillir ces dons, nous avons estimé, alors, qu'il était inopportun de lancer cette action», dira Djemaoune Noredine, responsable de l'association des donneurs de sang.

Pour le D' Louni, qui a géré le service hémodialyse de l'hôpital de Thenia et qui a été témoin de beaucoup de souffrances, c'est aussi un moyen d'encourager les pouvoirs publics à mettre en place la logistique nécessaire au prélèvement d'organes humains.

Ce jeune médecin qui réunit un consensus pour diriger cette nouvelle association affirme que l'anonymat entre donneur et receveur est le meilleur garant de la réussite de cette action charitable. Les initiateurs partent d'une fetwa

datant de 2000 autorisant ces prélèvements pour créer cette structure encourageant et défendant les volontaires. «Ce serait bien d'encourager les volontaires par des bilans médicaux annuels gratuits», estime le D' Louni. Ce dernier a exclu l'affectation au secteur médical privé de prélèvements. Dans le même sillage, il affirme que le commerce illégal d'organes humains dans notre pays est du domaine de l'impossible.

«Si l'Etat n'a pas encore réuni toute la logistique requise pour ce genre d'opération, comment un privé pourrait-il prélever un organe, le transporter et le greffer sur un malade en toute sécurité ?» Les futurs adhérents ne pourront donc qu'être tranquilisés : leurs offrandes seront destinées aux véritables malades.

A. L.

INSPECTION DU TRAVAIL DE AÏN-TÉMOUCHENT

5 147 visites en 2008

Dans le but de s'assurer du respect des conditions d'application de la réglementation et de la législation du travail, les inspecteurs du Travail de la wilaya de Aïn-Témouchent ont effectué, au cours de l'année 2008, quelque 5 147 visites qui ont touché un effectif global de 153 201 travailleurs tous secteurs confondus.

Ces visites se répartissent ainsi : 668 pour le secteur public, 4 434 pour le secteur privé national et 45 pour le secteur privé étranger. Les différentes opérations ont été sanctionnées par l'établissement de 2 412 actes répartis entre

observations écrites, mises en demeure et procès-verbaux d'infraction pour un effectif de 9 407 travailleurs. En ce qui concerne les conflits individuels de travail, il a été enregistré 460 conflits dont 87 dans le secteur public, 362 dans le secteur

public privé national et 11 cas dans le secteur privé étranger. Ces conflits sont dus, principalement, aux retards de virement des salaires, aux licenciements et à la protection sociale. Quant aux accidents de travail et maladies professionnelles il y a lieu de noter qu'il a été enregistré 179 accidents de travail dont 3 mortels, qui ont eu lieu dans le secteur agricole avec un cas,

l'industrie 45 cas, le BTPH avec 69 cas et enfin les autres services avec 64 cas. Enfin, il faut noter, durant la même année, 24 grèves et arrêts de travail dont 14 à caractère national et 10 à caractère local. Le nombre des travailleurs concernés par ces grèves est de 3 796 travailleurs sur un effectif global de 29 901, soit un taux de 12%.

S. B.

BOUZEDJAR

30 kg de kif rejetés par la mer à Shbiaât

Après une accalmie d'un mois, les colis de kif apparaissent de nouveau sur les plages de la wilaya de Aïn-Témouchent. Le dernier en date a été découvert, vendredi soir, sur la plage de Shbiaât dans la daïra d'El-Amria. Lors d'une patrouille, des éléments de la Gendarmerie nationale et la garde communale ont découvert un colis de 30 kg de kif qui flottait sur l'eau. Il contenait 300 plaquettes de 100 g chacune. Immédiatement, le colonel du groupement de la Gendarmerie nationale donna l'alerte aux différentes patrouilles activant sur la côte en vue de redoubler de vigilance par crainte de découverte d'autres colis de kif sur les autres plages du littoral de la wilaya de Aïn-Témouchent.

S. B.

SOUK-AHRAS

La gendarmerie enquête sur le logement rural à Ragouba

La brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de la commune de Ragouba vient, selon une source digne de foi, d'ouvrir une enquête sur la construction de logements ruraux au niveau de cette localité.

D'après notre source et selon toute vraisemblance, les enquêteurs s'intéressent de près à la question des modalités d'octroi des dons affectés à la construction de logements ruraux où plusieurs cas révélateurs sont cités à Ragouba. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, plusieurs personnes ayant bénéficié de l'aide financière de l'Etat n'ont jamais bâti un logement rural. Notre source indique que plus de quatre bénéficiaires de ce don ont été auditionnés ces jours-ci par les éléments de la Gendarmerie nationale.

Il est à rappeler, selon notre source, que cette enquête menée dans la plus grande discrétion a été déclenchée suite à une correspondance anonyme.

Barour Yacine

BLIDA

Un enfant séquestré par son voisin

Un enfant de 9 ans, scolarisé à l'école primaire Sidi-Abdelkader, à Blida, a été enlevé et gravement brutalisé par son voisin, un homme de 48 ans, avons-nous appris auprès de ses parents qui ont déposé une plainte auprès de la police.

Selon ces derniers, qui se sont présentés à notre bureau régional, leur enfant a été enlevé à bord d'une voiture avant d'être séquestré et tabassé à l'aide d'un objet contondant. Examiné par le médecin légiste, le petit Yasser a bénéficié de 12 jours d'incapacité.

Dans la plainte adressée au procureur de la République près le tribunal de Blida, les parents de la victime font savoir que le présumé auteur de cet ignoble acte est connu les services de police pour des antécédents similaires.

A noter que l'enfant avait été pris en photo par ses parents juste après son agression par le voisin et les traces de torture visibles sur son corps laissent deviner le calvaire qu'a subi le petit Yasser pendant l'enlèvement.

Karima B.

DROIT DE RÉPONSE

Suite à l'article paru au journal le Soir d'Algérie le dimanche 24 mai 2009, il fut relaté que l'APC de Hammam-Bou-Hadjar détient un record national. Je demande à ce correspondant sur quel paramètre le mot «record national» a été cité en matière de délivrance de documents d'état civil. Je répons à ce correspond que les citoyens obtiennent dans la même journée les pièces d'état civil, demandées, et qu'en aucun cas les demandes en la matière ne durent deux ou plusieurs jours comme cité dans l'article. Le guichet d'état civil est composé de 11 agents d'état civil, certes, il y a de cela plus de quinze jours, les guichets étaient submergés par les citoyens pour la constitution des dossiers de leurs enfants scolarisés pour l'allocation scolaire, et à ce moment la situation est maîtrisée. Il y a lieu de signaler que dans la commune existe depuis plus d'une vingtaine d'années et que les communes avoisinantes se présentent à cette maternité, d'où la commune de Hammam-Bou-Hadjar enregistre près de deux mille (2000) naissances par année.

Le président de l'APC